

République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

BULLETIN DES PRIX

juillet 2026

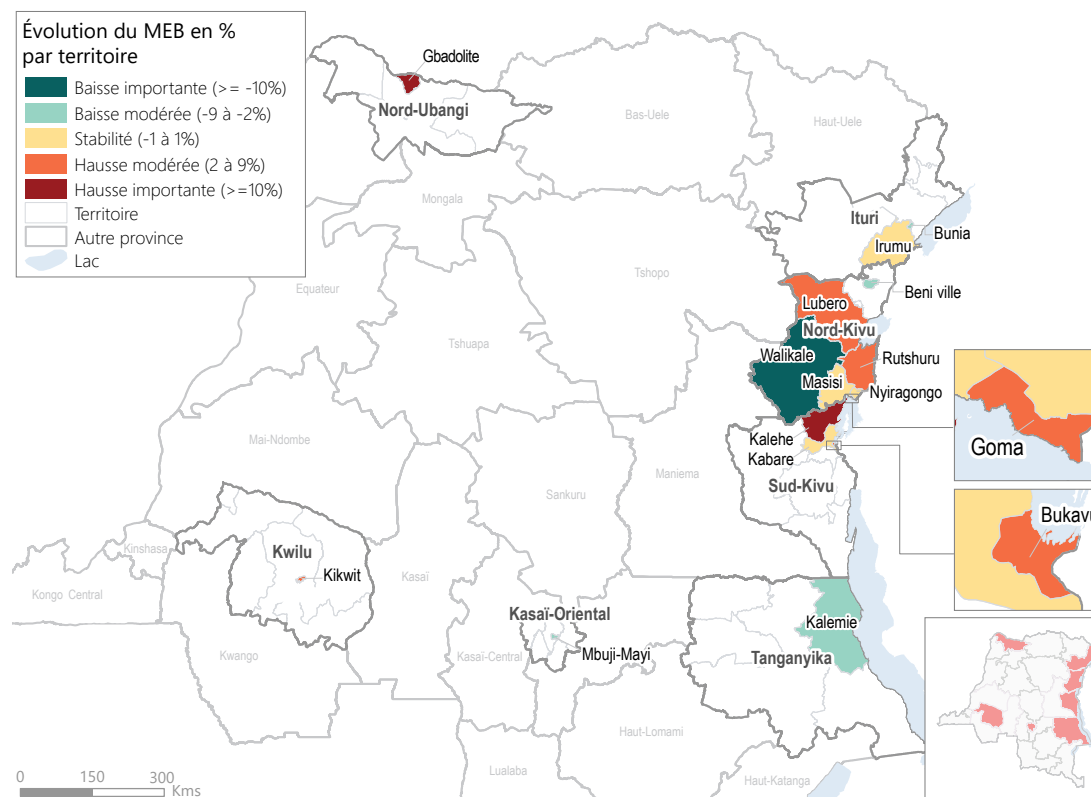
INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



22	Organisations partenaires
76	Marchés évalués
1,568	Commerçants enquêtés
67%	Femmes commerçantes
14	Produits évalués ²
Du 05 au 31 juillet	
Dates de collecte	

Coût médian du MEB

404'940 FC

178 USD³

14'751 FC ▲ +4%

Minimum : 288'924 FC

Maximum : 992'389 FC

Taux de change

Officiel

1 USD = 2'265 FC ► 0%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'300 FC ► 0%

MESSAGES CLÉS

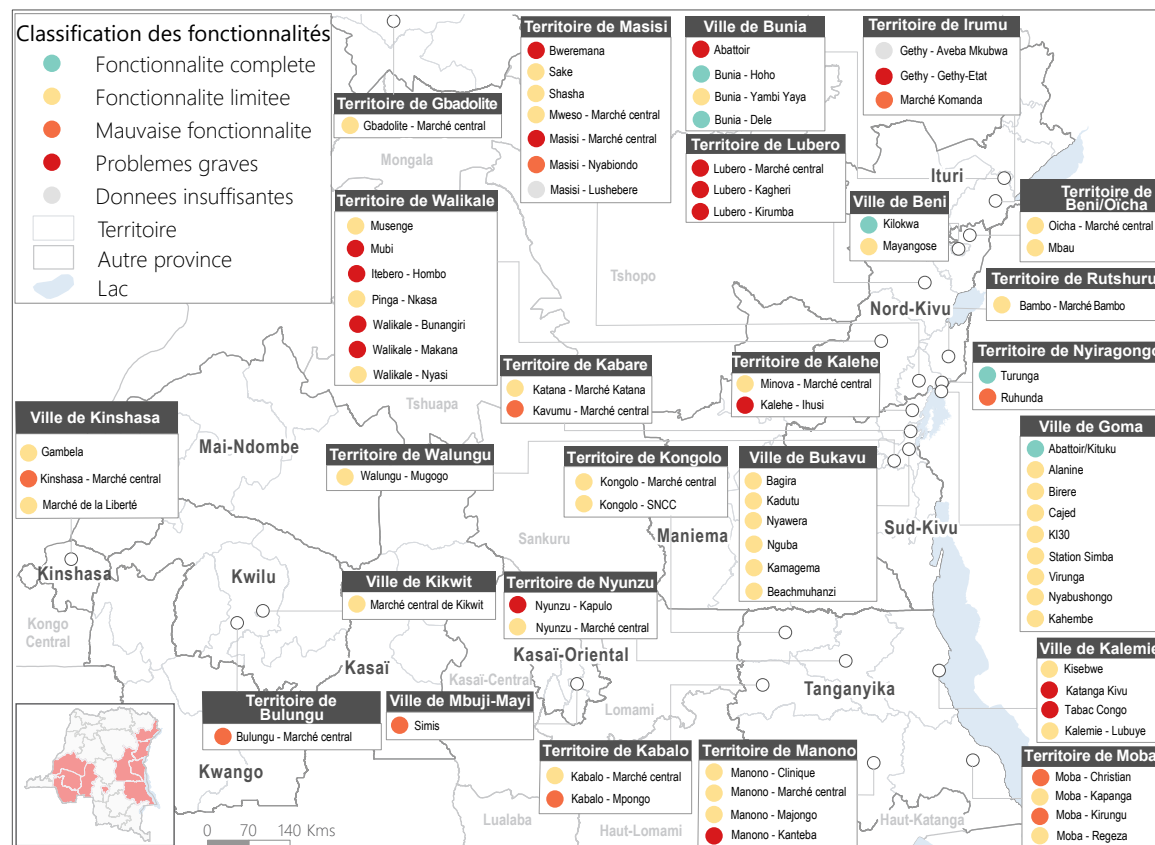
- Le **coût médian du MEB**, calculé sur l'ensemble des marchés évalués, a **augmenté de 4%** entre juin et juillet. Il s'élevait à **404'940 francs congolais (FC)** et variait de 288'924 FC au marché Kapulo dans la province du Tanganyika à 992'389 FC au marché Bunangiri dans la province du Nord-Kivu.
- Depuis avril, le coût médian du MEB a augmenté d'environ **37% et 39% respectivement dans les deux marchés (Kilokwa et Mayangose) évalués dans la ville de Beni même si en juillet une baisse a été observée**. Cette hausse a été principalement portée par le panier alimentaire (farine de maïs et manioc), qui représente la plus grande part du MEB. Les articles AME ont également connu des augmentations particulièrement marquées par la hausse des prix des lampes, couvertures et pagnes. Le panier EHA/combustible apparaît toutefois comme le plus affecté, avec une progression moyenne de sa valeur de 406% entre avril et juillet sur les deux marchés. **Cette tendance semble cohérente avec le contexte d'Ebola, où les mesures de prévention reposent largement sur le renforcement des pratiques d'hygiène.**
- L'évolution du coût médian du MEB reste volatile dans les marchés évalués dans la ville de Bunia. Le coût médian du MEB a fortement augmenté sur le marché de Dele (+24%) entre juin et juillet. Sur le marché Abattoir, le coût des articles alimentaires est quant à lui revenu à un niveau similaire à celui observé en avril, tandis que les paniers EHA/combustible et AME restent respectivement 32% et 21% plus élevés qu'en avril.
- Le coût médian du MEB a augmenté dans la majorité des marchés évalués dans le territoire de Goma. Le prix médian de la farine de manioc aurait notamment augmenté, avec des spécificités selon les marchés. **Selon les commerçants interrogés, ces hausses seraient attribuables à la hausse des coûts des prix pratiqués par les fournisseurs et à la hausse du taux de change.**
- Le marché Abattoir dans la ville de Bunia continu à avoir de graves problèmes de fonctionnalité. **L'accessibilité tant physique que sécuritaire y est restée limitée. L'abordabilité restait faible, avec des difficultés des commerçants à prédire les prix des fournisseurs dans le mois l'avenir.** En outre, le marché affichait des problèmes au niveau des infrastructures (**stockage et modalité de paiement**). En conséquence, le marché présente toujours de graves problèmes qui affectent son bon fonctionnement.

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions¹⁰:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et /ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés



Classification de la fonctionnalité des marchés¹¹

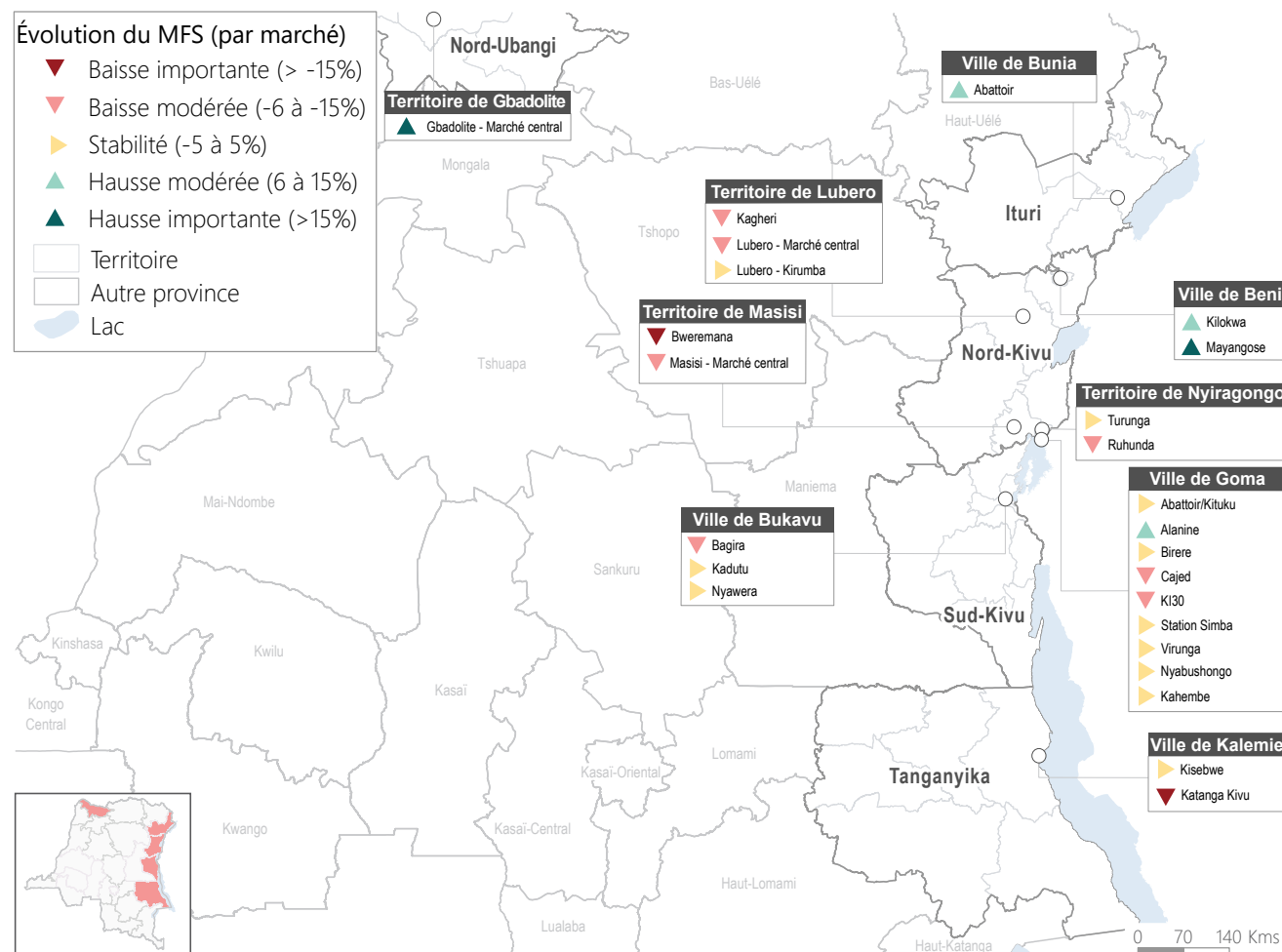
- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché

Évolution du MFS (par marché)

- ▼ Baisse importante (> -15%)
- ▼ Baisse modérée (-6 à -15%)
- ▶ Stabilité (-5 à 5%)
- ▲ Hausse modérée (6 à 15%)
- ▲ Hausse importante (>15%)

- Territoire
- Autre province
- Lac



- **Des niveaux de fonctionnalité contrastés dans les marchés évalués à Bunia :** Comme le mois précédent, de graves problèmes de fonctionnalité ont été observés au marché Abattoir, évalué dans la ville de Bunia. L'abordabilité des prix des produits y était faible, notamment du fait des **difficultés des commerçants à prédire les prix pratiqués par les fournisseurs pour le mois à venir (11/13)**. Par ailleurs, l'accessibilité sécuritaire y était également limitée en raison des couvre-feux (2/13). Enfin, les infrastructures de stockage et les modalités de paiement demeuraient limitées, notamment avec certains commerçants déclarant stocker leurs marchandises en dehors du marché (4/13) et la totalité d'entre eux (13/13) n'acceptant que le franc congolais comme modalité de paiement. Aux marchés Dele et Hoho, la fonctionnalité était complète en juillet. Une bonne accessibilité et une meilleure abordabilité des prix des produits y était observée. Les analyses du mois d'août nous permettront d'affirmer cette amélioration. Enfin, au marché Yambi Yaya, la fonctionnalité y était limitée. L'abordabilité des prix des produits était faible avec notamment du fait des **difficultés des commerçants à prédire les prix pratiqués par les fournisseurs pour le mois à venir (8/12)**.

Tendances principales

- **Amélioration de la fonctionnalité des marchés évalués à Beni :** Les deux marchés évalués dans la ville de Beni ont vu leur fonctionnalité s'améliorer entre juin et juillet. Le marché de Kilokwa est ainsi passé d'une fonctionnalité limitée à une fonctionnalité complète, tandis que celui de Mayangose est passé d'une fonctionnalité mauvaise à limitée. **Cette amélioration serait notamment liée à un meilleur accès physique aux marchés.** En effet, dans ces deux marchés, la totalité des commerçants interrogés à Kilokwa (13/13) et à Mayangose (10/10) ont déclaré n'avoir aucun problème d'accès physique. Cependant, le marché Mayangose avait toujours de problèmes d'abordabilité des prix des produits, notamment avec des commerçants évoquant que leur clients avaient des difficultés à se procurer des articles (4/10).
- **Graves problèmes de fonctionnalité des marchés évalués à Walikale :** Les marchés évalués dans le territoire de Walikale affichaient de graves problèmes de fonctionnalité en juillet. L'abordabilité des prix des produits y était faible. Par ailleurs, l'**accessibilité tant physique que sécuritaire était préoccupante selon les marchés considérés.** Aux marchés Hombo et Musenga évalués dans la zone de santé d'Itebero, l'abordabilité des prix des produits y était faible, notamment avec des commerçants évoquant des **difficultés des clients à pouvoir accéder aux articles** à Hombo (29/29). En outre, l'accès physique était réduit avec des commerçants déclarant que **les options de transport pour se rendre au marché étaient restreintes (3/29) ainsi qu'un accès limité aux personnes en situation de handicap (4/29)**. De plus, des infrastructures de stockage et des modalités de paiement étaient limitées. Au marché Nkasa dans la zone de santé de Pinga, l'abordabilité y était faible. La majorité des commerçants avaient des **difficultés à prédire les prix pratiqués par les fournisseurs pour le mois à venir (19/31)**. Enfin, les marchés de Nyasi, Bunangiri, Makana et Mubi, évalués dans la zone de santé de Walikale, présentaient également de graves problèmes de fonctionnalité. L'abordabilité y était faible, tandis que l'accès physique et sécuritaire demeurait limité. Ces contraintes étaient également associées à des problèmes de résilience des circuits d'approvisionnement, à l'exception du marché de Nyasi.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement (n=712).



des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement (n=562).



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement (n=745).

3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article : (Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (n=349)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (n=255)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les AME (n=376)	
1	Mauvais état des routes	46%	Mauvais état des routes	35%	Mauvais état des routes	35%
2	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	32%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	31%	Coûts élevés du transport	29%
3	Coûts élevés du transport	27%	Coûts élevés du transport	28%	Taxes élevées	27%



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur (n=712).



des commerçants vendant des produits EHA ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur (n=562).



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré s'approvisionner auprès d'un unique fournisseur (n=745).



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock durant le mois précédent la collecte de données (n=1563).

Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1563)

Difficultés d'accès à l'argent et/ou aux liquidités pour payer les fournisseurs 18%

Difficultés liées aux prix demandés par les fournisseurs 17%

Indisponibilité des produits 17%

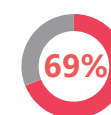
PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1086)

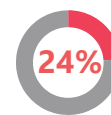
Le taux de change est instable 65%

Le coût de transport et/ou l'état des routes est variable 41%

Le contexte sécuritaire peut faire varier la disponibilité des produits 29%



des commerçants interrogés ne pensaient pas pouvoir prédire correctement les prix de leurs fournisseurs au cours du mois suivant la collecte de données (n=1563).



des commerçants vendant des produits alimentaires ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédents la collecte de données (n=712).



des commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédents la collecte de données (n=562).



des commerçants vendant des AME ont déclaré que les prix de ces produits ont augmenté au cours des 30 jours précédents la collecte de données (n=745).

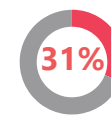
ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=1563)

De nombreux clients ne peuvent pas se permettre les articles disponibles 57%

Impossibilité pour les clients de payer avec une modalité acceptée par les commerçants 12%

transport publics trop chers pour des nombreux clients 6%



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucune difficulté financière pour leurs clients durant le mois précédent la collecte de données (n=1563).



des commerçants interrogés n'ont rapporté aucun problème de sécurité ayant affecté l'accessibilité au marché au cours du mois précédent la collecte de données (n=1563).

Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page 7. Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont prioritaires ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont prioritaires. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les

marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée.

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page 7.

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Partenaires de l'initiative :



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/ UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, janvier 2026, [République Démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2026](#).

2 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. En juillet, les prix des AME ont été collectés.

3 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

4 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommés annuellement.

5 Le coût des articles essentiels de cuisine, bien qu'ils fassent partie du panier AME, n'est pas collecté et reste fixe. De manière similaire aux coûts de la composante « autres dépenses », ce coût fixe mensuel a été défini par le cluster Abris/AME lors de la révision de la composition du MEB. Le coût mensuel des articles essentiels de cuisine a été estimé à 3,56 USD par mois et par ménage.

6 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration

au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été définis par les clusters concernés lors de la révision de la composition du MEB.

7 Les coûts des biens et services composant les autres dépenses ont été initialement collectés en dollars américains auprès des clusters sectoriels. Pour le calcul du MEB et afin de refléter plus fidèlement la réalité du marché local, ces coûts ont ensuite été convertis en francs congolais selon le taux de change médian utilisé par les commerçants et relevé par l'ICSM sur chaque marché mensuellement. Au niveau des zones de santé, territoires, provinces, les coûts fixes ont été convertis en francs congolais en prenant le taux de change médian pour la zone de santé, territoire ou province considérée. Ainsi, les coûts fixes pourront varier mensuellement en fonction du taux de change mesuré.

8 La variation observée du prix de la farine de maïs est probablement influencée par des différences méthodologiques liées à l'unité de mesure utilisée lors de la collecte des données. Par conséquent, son interprétation doit être faite avec prudence.

9 Actualité.CD, juillet 2026 : Ebola en RDC : [plus d'un mois après la fermeture de la frontière ougandaise, la hausse des prix des produits vivriers à Kasindi inquiète](#).

10 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% au score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne

plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

11 La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension. Des scores dimensionnels très bas, peuvent ainsi entraîner des pénalités.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

Le [Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Juillet 2026		Base de données
Juin 2026	Fiche d'information	Base de données
Mai 2026	Fiche d'information	Base de données
Dynamiques de marché à Nyemba (mai 2026)	Fiche d'information Fiche d'information	
Impact Ebola et fermeture des frontières avec l'Ouganda sur les marchés	TDR DAP	

Vous pouvez visiter notre dashboard [ici](#)

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).